Fédération FRANCEÉVÉNEMENTS

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 23 octobre 2026

Fédération France Événements appelle à préserver l'activité événementielle face aux tensions sociales et aux restrictions administratives

Le dialogue social ne doit pas se traduire par une fragilisation durable de la filière événementielle

Dans un contexte de mobilisation autour du pouvoir d'achat, de contestation sociale et de revendications portées par les lycéens et les étudiants, Fédération France Événements exprime sa préoccupation face aux conséquences des restrictions, reports et annulations qui affectent l'organisation des manifestations événementielles en France.

> **L'enjeu est clair : garantir la sécurité de tous sans faire peser sur les professionnels de l'événementiel le coût économique des tensions sociales.**

Une filière fragilisée par les reports et les annulations

Événements d'entreprise, manifestations culturelles, rencontres professionnelles et rendez-vous grand public participent directement au dynamisme économique des territoires.

Lorsqu'un événement est annulé, reporté ou soumis à des restrictions d'accès, les conséquences dépassent largement les organisateurs. Elles concernent également les lieux d'accueil, les prestataires techniques, les entreprises de sécurité, les traiteurs, les transporteurs, les hébergeurs, les commerces ainsi que les nombreux travailleurs mobilisés pour sa préparation et sa réalisation.

Ces décisions peuvent provoquer :

- des pertes de chiffre d'affaires et des difficultés de trésorerie pour les organisateurs, les lieux événementiels, les prestataires et les traiteurs ;
- des dépenses déjà engagées qui ne peuvent pas toujours être récupérées ;
- des coûts supplémentaires liés aux reports, aux réorganisations et aux mesures de sécurisation ;
- une dégradation de la confiance des exposants, des partenaires, des visiteurs et des clients ;
- une fragilisation de l'emploi et de l'activité économique locale.

Dans un secteur fondé sur l'anticipation, la réservation de moyens humains et matériels et le respect de calendriers souvent établis plusieurs mois à l'avance, une annulation tardive peut compromettre l'équilibre économique d'une opération entière.

Le week-end du 24 octobre : une nouvelle source d'incertitude

Les mobilisations annoncées autour du pouvoir d'achat et les tensions qui les accompagnent placent les organisateurs dans une situation d'incertitude supplémentaire. Plusieurs événements sportifs, culturels et festifs font déjà l'objet de reports ou d'annulations annoncés par les autorités ou leurs organisateurs.

Fédération France Événements considère que cette situation appelle une coordination renforcée entre les pouvoirs publics, les préfectures, les collectivités territoriales et les professionnels concernés.

Les décisions doivent être proportionnées aux risques identifiés, prises dans les meilleurs délais et accompagnées d'une information claire. Lorsque la sécurité le permet, des solutions alternatives doivent être recherchées : adaptation des horaires, modification des accès, sécurisation des parcours, ajustement des dispositifs d'accueil ou déplacement du lieu de l'événement.

> **L'annulation ne doit pas devenir une réponse automatique dès lors qu'une mobilisation est annoncée.**

Fédération France Événements appelle à une réponse équilibrée et concertée

Face à cette situation, Fédération France Événements demande :

1. **Une concertation anticipée avec les professionnels.** Les organisateurs doivent être associés le plus tôt possible à l'évaluation des risques et à la définition des mesures susceptibles de maintenir les événements dans des conditions satisfaisantes de sécurité.
2. **Des décisions proportionnées et territorialement adaptées.** Les restrictions doivent tenir compte de la nature de l'événement, de sa localisation, de ses conditions d'accès et des risques réellement identifiés.
3. **Une information rapide, claire et coordonnée.** Les organisateurs doivent disposer d'informations suffisamment précises pour prévenir leurs publics, informer leurs partenaires et limiter les conséquences économiques des décisions administratives.
4. **Un accompagnement des professionnels les plus touchés.** Lorsque des annulations ou des interdictions sont imposées pour des raisons de sécurité publique, les situations économiques les plus fragiles doivent pouvoir être examinées, notamment au regard des dispositifs d'assurance, des engagements contractuels et des éventuelles mesures de soutien mobilisables.

Préserver l'événementiel, c'est préserver un moteur économique et social

L'événementiel n'est pas une activité accessoire. Il contribue à l'attractivité des territoires, à la diffusion des savoir-faire, au développement des entreprises, à la création de rencontres et au maintien de nombreux emplois.

Dans une période de tensions économiques et sociales, cette capacité à réunir, à échanger et à construire des perspectives collectives est d'autant plus essentielle.

La filière événementielle doit pouvoir continuer à travailler, à accueillir ses publics et à contribuer à la vitalité économique française. La sécurité est une exigence absolue ; la préservation de l'activité doit, elle aussi, être une préoccupation collective.

À propos de Fédération France Événements

Fédération France Événements est l'espace commun créé en juin 2026 par six organisations professionnelles de la filière événementielle. Organisée en quatre collèges (agences, prestataires techniques, lieux et traiteurs), elle porte d'une seule voix les enjeux de l'ensemble des métiers de l'événement.

LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES :

CONTACT PRESSE

Benoît Ramozzi

Membre du conseil d'administration de Fédération France Événements

bramozzi@levenement.org

contact@france-evenements.org